

**Art. 48.** Artikel 145 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, wordt opgeheven.

**Art. 49.** In artikel 149 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, worden de woorden « met uitzondering van de bepalingen waarvan de inwerkingtreding wordt vastgelegd door artikel 145 » geschrapt.

**Art. 50.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019, behalve de artikelen 47, 48 en 49, die de dag waarop het aangenomen in werking treden, en de artikelen 6, § 2, en 20, § 2, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

—  
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 749-1. Commissieamendementen, nr. 749-2. - Commissieverslag nr. 749-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 749-4. - Vergaderingsamendementen, nr. 749-5. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 749-6.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 13 maart 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2019/11294]

**20 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles, 7, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, 8, 10, § 5, et 12, § 4, du décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du Numérique et de l'Informatique en Communauté française;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la Communauté française (ETNIC);

Vu le « test genre » établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2019;

Vu l'avis n° 65.178/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'e-gouvernement et l'informatique administrative dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> « Ministre » : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a l'informatique dans ses attributions;

2<sup>o</sup> « décret gouvernance » : décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française;

3<sup>o</sup> « jours ouvrables » : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

CHAPITRE 2. — *Modalités de fonctionnement du conseil stratégique*

**Art. 2.** Le règlement d'ordre intérieur du conseil stratégique est rédigé après la première réunion dudit conseil, sur proposition de ses membres.

**Art. 3.** Les modalités pratiques par lesquelles l'ETNIC assure le secrétariat sont prévues dans le règlement d'ordre intérieur du conseil stratégique.

**Art. 4.** Les travaux, décisions, recommandations et avis du conseil stratégique sont dématérialisés sur une plateforme sécurisée mise en place par l'ETNIC.

**Art. 5.** Chaque membre du conseil stratégique visé par l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, du décret gouvernance ainsi que chaque membre du Gouvernement peuvent inscrire un point à l'ordre du jour par l'intermédiaire du président du conseil au plus tard 15 jours ouvrables avant une réunion.

A cette date, l'ordre du jour provisoire est envoyé pour avis aux membres du conseil. Ils disposent d'un délai de 5 jours ouvrables pour proposer des modifications éventuelles.

**Art. 6.** L'ordre du jour définitif d'une réunion et les documents y afférents, sont soumis aux membres du conseil stratégique et aux membres du Gouvernement au plus tard 7 jour ouvrable avant une réunion.

**Art. 7.** Les réunions du conseil stratégique peuvent, si nécessaire, s'effectuer moyennant le recours aux technologies numériques et à la communication par voie électronique.

**Art. 8.** Une copie du compte rendu approuvé de chaque réunion est transmise électroniquement aux membres du Conseil stratégique et aux membres du Gouvernement.

Lorsqu'une décision, un avis ou une recommandation est destiné au Gouvernement ou à un de ses membres, ils sont communiqués par l'intermédiaire du Ministre.

**Art. 9.** Le conseil stratégique peut se réunir exceptionnellement ou, en urgence, à la demande d'un de ses membres ou d'un membre du Gouvernement.

Par dérogation à l'article 6, l'ordre du jour est établi dans les 3 jours ouvrables avant la réunion.

La réunion du conseil stratégique peut avoir lieu conformément à l'article 7.

**Art. 10.** Le Ministre peut, en application de l'article 6, § 3, 5<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, du décret gouvernance, introduire une demande d'avis au nom du Gouvernement ou de sa propre initiative.

**Art. 11.** Le représentant du Gouvernement visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret gouvernance est désigné par le Gouvernement, sur proposition du Ministre.

CHAPITRE 3. — *Modalités de communication et de collaboration des instances avec le conseil stratégique*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une demande, une décision ou un point d'information d'une instance concerne une compétence du conseil stratégique ou a un impact sur l'un de ses autres membres, ils sont communiqués électroniquement, au plus tard dans les 15 jours ouvrables à dater de la réunion, au secrétariat du conseil stratégique.

La communication mentionne si une action est attendue de la part du conseil stratégique.

§ 2. Le secrétariat en assure la diffusion électroniquement auprès des membres du conseil stratégique. Le règlement d'ordre intérieur du conseil stratégique détermine le délai dans lequel cette diffusion doit être faite.

**Art. 13.** Lorsqu'une demande, une décision, un avis ou une recommandation du conseil stratégique est destiné à une instance, ils sont communiqués électroniquement par le secrétariat du conseil stratégique auprès du secrétariat de ces instances au plus tard dans les 15 jours ouvrables à dater de la réunion du conseil.

La communication mentionne si une action est attendue de la part de l'instance concernée.

**Art. 14.** Les comptes rendus des instances de chaque membre du conseil stratégique sont communiqués au président du conseil stratégique à sa demande.

CHAPITRE 4. — *Modalités de rédaction et de suivi du plan stratégique*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le plan stratégique est rédigé par le conseil stratégique sur la base des propositions de ses membres.

Le secrétariat du conseil stratégique veille au suivi des propositions.

§ 2. Le projet de plan stratégique est soumis électroniquement pour avis aux instances de chaque membre du conseil stratégique au plus tard 3 mois avant sa transmission au Gouvernement visée au paragraphe 3 du présent article.

§ 3. Le projet de plan stratégique est soumis au Gouvernement par le président du conseil stratégique au plus tard 3 mois avant l'échéance visée à l'article 16.

**Art. 16.** Le plan stratégique est approuvé par le Gouvernement au plus tard le 30 septembre de l'année concernée.

**Art. 17.** Le plan stratégique peut être modifié une fois avant l'échéance de son terme, sur la base de propositions du conseil stratégique, spécialement motivées.

**Art. 18.** §1<sup>er</sup>. Chaque année, le Président du conseil stratégique transmet un rapport de suivi du plan stratégique au Gouvernement.

§ 2. Avant sa transmission au Gouvernement visée au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article, le projet de rapport est soumis électroniquement aux instances de chaque membre du conseil stratégique qui disposent d'un mois pour transmettre leur avis.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil stratégique rédige, au plus tard 6 mois avant l'échéance du plan stratégique, un projet de rapport d'évaluation, sur la base des propositions de ses membres.

Ce rapport d'évaluation comprend à tout le moins les éléments suivants :

- 1° une évaluation quantitative et qualitative du plan stratégique;
- 2° les propositions pour le plan stratégique suivant.

§ 2. Le projet de rapport d'évaluation visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est soumis électroniquement aux instances de chaque membre du conseil stratégique qui disposent d'un mois pour transmettre leur avis.

§ 3. Le président du conseil stratégique transmet au plus tard 3 mois avant l'échéance du plan stratégique ce rapport d'évaluation au Gouvernement.

#### CHAPITRE 6. — Dispositions finales

**Art. 20.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019.

**Art. 21.** Le Ministre qui a l'e-gouvernement et l'informatique administrative dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 février 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction Publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/11294]

**20 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerskader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 7, § 1, 4°, 8, 10, § 5, en 12, § 4, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerskader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap);

Gelet op de « gendertest » uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 januari 2019;

Gelet op het advies nr. 65.178/4 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de e-regering en de administratieve informatica;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder:

- 1° "Minister": het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor informatica;
- 2° "governancedecreet": het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerskader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap;
- 3° "werkdagen": alle dagen anders dan de zaterdag, de zondag en de wettelijke feestdagen.

#### HOOFDSTUK 2. — Nadere regels voor werking van de strategische raad

**Art. 2.** Het reglement van orde van de strategische raad wordt opgesteld na de eerste vergadering van de raad, op voorstel van zijn leden.

**Art. 3.** De praktische regelingen volgens welke ETNIC voor het secretariaat zorgt, zijn bepaald in het reglement van orde van de strategische raad.

**Art. 4.** De werkzaamheden, de beslissingen, aanbevelingen en adviezen van de strategische raad zijn gedematerialiseerd op een beveiligd platform opgezet door ETNIC.

**Art. 5.** Elk lid van de strategische raad bedoeld in artikel 7, § 1, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup> van het “governancedecreet” en elk lid van de Regering kan een agendapunt via de voorzitter van de raad laten opnemen, uiterlijk 15 werkdagen vóór een vergadering.

Op die datum wordt de voorlopige agenda ter advies toegezonden aan de leden van de raad. Ze hebben een periode van 5 werkdagen om eventuele wijzigingen voor te stellen.

**Art. 6.** De definitieve agenda van een vergadering en de bijhorende documenten worden uiterlijk 7 werkdagen vóór een vergadering voorgelegd aan de leden van de Strategische Raad en de leden van de Regering.

**Art. 7.** Vergaderingen van de Strategische Raad kunnen, indien nodig, worden uitgevoerd met behulp van digitale technologieën en elektronische communicatie.

**Art. 8.** Een exemplaar van de goedgekeurde notulen van elke vergadering wordt langs elektronische weg toegezonden aan de leden van de Strategische Raad en de leden van de Regering.

Wanneer een beslissing, advies of aanbeveling gericht is aan de Regering of een van haar leden, wordt deze megedeeld via de Minister.

**Art. 9.** De Strategische Raad kan uitzonderlijk of, in spoedgevallen, op verzoek van een van zijn leden of een lid van de Regering, bijeenkomen.

In afwijking van artikel 6 wordt de agenda binnen drie werkdagen vóór de vergadering opgesteld.

De vergadering van de Strategische Raad kan worden gehouden overeenkomstig artikel 7.

**Art. 10.** De Minister kan, overeenkomstig artikel 6, § 3, 5<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup> van het “governancedecreet”, een verzoek om advies indienen namens de Regering of uit eigen initiatief.

**Art. 11.** De Regeringsvertegenwoordiger, bedoeld in artikel 7, § 1, 4<sup>o</sup> van het “governancedecreet”, wordt op de voordracht van de Minister door de Regering benoemd.

#### HOOFDSTUK 3. — *Procedures voor communicatie en samenwerking van de instanties met de Strategische Raad*

**Art. 12.** § 1. Wanneer een verzoek, beslissing of informatiepunt van een procedure betrekking heeft op een competentie van de Strategische Raad of gevolgen heeft voor een van zijn andere leden, wordt dit/deze elektronisch uiterlijk 15 werkdagen, elektronisch megedeeld, vanaf de vergadering aan het secretariaat van de Strategische Raad.

In de mededeling wordt vermeld of van de Strategische Raad actie wordt verwacht.

§ 2. Het secretariaat verdeelt het elektronisch aan de leden van de Strategische Raad. Het huishoudelijk reglement van de Strategische Raad bepaalt de termijn waarbinnen deze verspreiding plaats moet vinden.

**Art. 13.** Wanneer een verzoek, een besluit, een advies of een aanbeveling van de Strategische Raad bestemd is voor een instantie, worden ze elektronisch door het secretariaat van de Strategische Raad aan het secretariaat van die instanties megedeeld uiterlijk binnen de 15 werkdagen vanaf de datum van de vergadering van de raad.

In de mededeling wordt vermeld of een actie van de betrokken instantie wordt verwacht.

**Art. 14.** De notulen van de besprekingen van elk lid van de Strategische Raad worden op zijn verzoek aan de voorzitter van de Strategische Raad megedeeld.

#### HOOFDSTUK 4. — *Nadere regels voor het opstellen en de follow-up van het strategisch plan*

**Art. 15.** § 1. Het strategisch plan is opgesteld door de Strategische Raad op basis van de voorstellen van zijn leden.

Het secretariaat van de Strategische Raad zorgt voor de follow-up van de voorstellen.

§ 2. Het ontwerp-strategisch plan wordt uiterlijk 3 maanden voor de toezending ervan aan de Regering, bedoeld in de derde paragraaf van dit artikel, elektronisch ter advies voorgelegd aan de organen van elk lid van de Strategische Raad.

§ 3. Het ontwerp-strategisch plan wordt door de voorzitter van de Strategische Raad uiterlijk drie maanden vóór de in artikel 16 bedoelde termijn aan de Regering voorgelegd.

**Art. 16.** Het strategisch plan wordt door de Regering goedgekeurd uiterlijk op 30 september van het bedoelde jaar.

**Art. 17.** Het strategisch plan kan eenmaal vóór het verstrijken van zijn termijn worden gewijzigd, op basis van speciaal gemotiveerde voorstellen voor strategisch advies.

**Art. 18.** § 1. Elk jaar stuurt de voorzitter van de Strategische Raad een follow-upverslag van het strategisch plan aan de Regering.

§ 2. Voordat het aan de in het eerste lid van dit artikel bedoelde Regering wordt overgezonden, wordt het ontwerpverslag elektronisch ingediend bij de organen van elk lid van de Strategische Raad met een termijn van een maand om advies te verlenen.

**Art. 19.** § 1. De Strategische Raad bereidt uiterlijk 6 maanden vóór het verstrijken van het strategisch plan een ontwerpevaluatieverslag voor, gebaseerd op de voorstellen van zijn leden.

Dit evaluatieverslag bevat minstens de volgende elementen:

1 ° een kwantitatieve en kwalitatieve evaluatie van het strategisch plan;

2 ° voorstellen voor het volgende strategische plan.

§ 2. Het in § 1 bedoelde ontwerp-evaluatieverslag wordt elektronisch ingediend bij de organen van elk lid van de Strategische Raad met een maand om advies te geven.

§ 3. De voorzitter van de Strategische Raad stuurt dit evaluatieverslag uiterlijk 3 maanden voor het einde van het strategisch plan aan de Regering.

#### HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2019.

**Art. 21.** De minister die e-regering en administratieve informatica in zijn toewijzingen heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 februari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2019/201337]

**25. FEBRUAR 2019 — Dekret zur Zustimmung zu dem Zusatzabkommen zum Übereinkommen zur Gründung einer Europäischen Weltraumorganisation vom 30. Mai 1975 zwischen dem Königreich Belgien und der Europäischen Weltraumorganisation über die Vorrechte und Immunitäten der Europäischen Weltraumorganisation in Belgien, geschehen zu Brüssel am 24. Mai 2017**

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Einziges Artikel** - Das Zusatzabkommen zum Übereinkommen zur Gründung einer Europäischen Weltraumorganisation vom 30. Mai 1975 zwischen dem Königreich Belgien und der Europäischen Weltraumorganisation über die Vorrechte und Immunitäten der Europäischen Weltraumorganisation in Belgien, geschehen zu Brüssel am 24. Mai 2017, ist uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 25. Februar 2019

O. PAASCH

Der Ministerpräsident

I. WEYKMANS

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus

A. ANTONIADIS

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales

H. MOLLERS

#### Fußnote

Der Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung

Sitzungsperiode 2018-2019

Nummeriertes Dokument: 278 (2018-2019) Nr. 1 Dekretentwurf

Ausführlicher Bericht: 25. Februar 2019 - Nr. 62 Diskussion und Abstimmung